ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES ELUS COMMUNISTES ET REPUBLICAINS DE VAUCLUSE

29, route de Montfavet - 84000 AVIGNON.
☎ 04 90 88 45 52

Avignon le 12 avril 2018

Madame, Monsieur, chers collègues,

Nous souhaitons attirer votre attention sur un sujet que vous connaissez bien : l'avenir des services publics dans nos communes.

Depuis des années, il n'est pas un jour sans que les élus doivent déployer des efforts considérables pour maintenir les services publics de proximité dont les usagers ont besoin.

Chaque année, c'est l'inlassable combat auprès de l'inspection académique pour garder nos écoles et faire en sorte que les effectifs des enfants en classe permettent un apprentissage de qualité.

Chaque année, la Poste, en milieu rural mais aussi urbain, annonce la réduction des horaires des bureaux de poste sans aucune concertation préalable avec les élus.

Chaque année, il faut agir pour assurer la présence lors de permanences de tous les services publics de l'état.

Chaque année, dans le cadre de votre mandat, vous devez faire face à la baisse des dotations financières de l'état, baisse qui impacte peu à peu la qualité du service public local.

C'est dans ce contexte lourd de conséquences pour vos administrés, que le gouvernement a décidé de reformer la SNCF.

Cette réforme est combattue à juste titre par l'intersyndicale de la SNCF. Leur lutte n'est pas comme on peut le lire parfois, une lutte « catégorielle » pour défendre le statut des cheminots. Si ces derniers ont raison, comme tous les salariés de se battre pour leurs droits, le véritable enjeu de la réforme, c'est l'avenir du service public ferroviaire.

A court terme, la réforme telle qu'elle est conçue sans réelle concertation suscite inquiétude et mécontentement notamment en ce qui concerne l'ouverture à la concurrence qui risque de détériorer le service comme dans tous les pays où cela s'est fait.

Si nous perdons la bataille du rail, le risque est réel de voir demain des lignes ferroviaires supprimées comme le préconise le rapport Spinetta, sous prétexte de non rentabilité de ces lignes.

Or, à l'expérience de la réouverture de la ligne Avignon/Carpentras, fruit d'une longue lutte des cheminots, du PCF, des Maires concernés et des élus, y compris lorsque personne ne croyait à ce projet, c'est bien l'offre de transport qui fait la demande et la fréquentation en hausse de cette ligne.

Madame, Monsieur le Maire, nous estimons que cette lutte n'est pas à part, ni à côté de votre action au quotidien pour défendre les services publics, elle en est partie prenante.

Les cheminots sont conscients des désagréments engendrés par la grève mais ils n'ont pas d'autres moyens pour se faire entendre.

A titre d'information, nous vous adressons ci-joint un document sur la réalité de la réforme voulue par le gouvernement. Alors que le gouvernement n'a comme stratégie que la division de celles et ceux qui s'opposent à sa politique, nous pensons que les maires et plus généralement tous les élus, ne peuvent être indifférents au conflit des cheminots.

Aussi, nous considérons qu'il est de l'intérêt des élus de se mobiliser par tous les moyens que vous jugerez utile pour alerter, informer, dénoncer, et combattre la politique de régression de tous les services publics sans exception.

Restant disponible pour toute rencontre que vous jugerez utile, veuillez croire à l'expression de nos cordiales salutations.

Philipe FERREIRA
Président ADECR,

Guy MOUREAU
Maire d'Entraigues,

André CASTELLI
Conseiller départemental

Delphine JORDAN
Conseillère départementale.